

Madame, Mademoiselle,
Monsieur,

Depuis le mois d'octobre 2010, je viens à votre rencontre chez vous, parfois accompagné d'un adjoint de l'équipe municipale de Gérard Trémège.

Cette visite me permet de me présenter et de vous écouter. Déjà nous avons pu ensemble évoquer des problèmes, des solutions et des idées pour mettre notre canton sur les rails de la réussite.

Voilà l'esprit qui guide ma candidature sur le canton.

Gilles CRASPAY

Adjoint au Maire de Tarbes,
chargé de l'éducation

Un conseiller général à votre écoute pour :



Organiser la solidarité

La gestion des maisons de retraite, le suivi de l'APA (aide personnalisée à l'autonomie), constituent un enjeu pour chaque famille.

Il en est de même de la poursuite d'une politique favorisant le maintien à domicile des personnes handicapées.



Promouvoir l'insertion par l'emploi

L'emploi est primordial pour un grand nombre d'adultes en situation d'activité. Conserver son emploi, améliorer les conditions de travail.

Et pour tous les autres, assurer le soutien de la collectivité.

Organiser le RSA (Revenu de solidarité active) vers l'accès au travail.



Prolonger l'esprit d'initiative mis en place par Gérard Trémège

pour les seniors et la petite enfance (crèches), dans le cadre du CCAS.

Pour les jeunes, avec la mise en place du PEL et d'une véritable politique dans les quartiers.



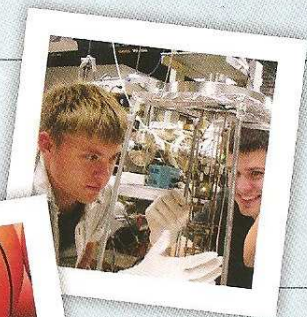
Gilles CRASPAY, Adjoint au Maire,
et Catherine VILLEGAS, remplaçante

Un conseiller général à votre disposition pour :



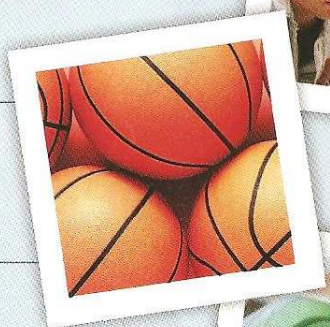
Continuer l'aménagement du canton

à l'initiative de la municipalité, la nouvelle avenue des Forges qui passe devant le nouveau cinéma CGR y contribue. La rocade Nord-Ouest doit s'ouvrir en 2013, il reste à achever le contournement de Tarbes.



Assurer l'avenir de notre jeunesse

en participant complètement au développement du Pôle Universitaire, en continuant la modernisation des collèges.



Continuer une politique active

en matière sportive, culturelle et touristique.



Préserver la capacité d'investissement

en maîtrisant une dette qui s'élevait au 1er janvier 2010 à environ 104 millions d'euros.

